

# tahiti

au temps de la reine

# pomaré



PATRICK O'REILLY

société des océanistes  
les éditions du pacifique

quelques louis qu'elle y pouvait gagner n'étaient certes pour rien dans le plaisir qu'elle éprouvait à rendre capots ses partenaires »<sup>38</sup>.

Les autres occupations consistaient à tresser des chapeaux, à confectionner des *tifaifai*, assemblage d'étoffes de diverses couleurs dont l'idée apportée par les missionnaires venait d'Amérique, où on les appelait *crazy quilts*. Les bains duraient de longues heures. La reine Pomaré organisait aussi des promenades à la Fautaua : « On s'y rendait généralement en pique-nique pour passer là une partie de la journée avec de quoi faire la cuisine à la tahitienne et le bain en commun était une de nos réjouissances favorites ».

« A la fin de sa vie, nous raconte encore Marau, les seuls moments de détente de Pomaré étaient ceux qu'elle passait en compagnie de ma mère « *Ariitaimai* » chez qui elle venait volontiers prendre ses repas et coucher, et je les entendais rire ensemble, ce qui n'arrivait pas souvent à Pomaré Vahine, même avec ses enfants... Elle venait généralement accompagnée de deux jeunes servantes, dont l'une portait son tabac. Je me souviens avec émotion d'une fois où nous la vîmes arriver, trottant menu et vite comme d'habitude, la tête baissée toujours et relevant de sa main un coin de sa robe qu'elle portait longue, de sorte que ses pieds nus étaient découverts jusqu'à la cheville. On la saluait au passage, mais elle se contentait de répondre par un signe de tête sans la redresser; lorsqu'elle fut chez nous, elle s'assit près de moi et me fit signe de faire sortir les suivantes. Elle me tendit deux petits rouleaux contenant, en pièces d'or, la modeste somme de 500 francs, qu'elle m'allouait tous les mois pour mes dépenses personnelles. (Marau vivait à ce moment, séparée de son mari, au domicile maternel.) « Je viens de passer chez Maria, la marchande de nouveautés, qui a reçu de belles étoffes de soie. Je lui ai annoncé votre visite. Allez-y et choisissez ce qui vous plaira, c'est moi qui vous l'offre »<sup>39</sup>.

On peut encore citer parmi les distractions d'une reine tahitienne quelques essais de productions locales. Ainsi trouvons-nous le nom de la Reine dans les chroniques locales des années 50 et 60, pour des récompenses obtenues ici ou là. En 1857, les annuaires mentionnent la « médaille de 1<sup>re</sup> classe » qu'elle a obtenue à l'Exposition de Paris pour des objets de fantaisie »<sup>40</sup>. En 1863 elle se voit attribuer, lors d'une exposition des produits du pays une « mention honorable spéciale pour des cocos germés et un lot d'oies »<sup>41</sup>.

#### *Les résidences d'une reine tahitienne*

Deux choses frappent lorsqu'on dresse la liste des résidences de la Reine, leur multiplicité et l'extrême mobilité des installations de la souveraine.

Les Pomaré possèdent à Tahiti deux terres qui, traditionnellement, leur appartiennent et qui forment comme des « districts royaux », à cause des *marae* qui en étaient le centre vital : Papara, sur le côté ouest, et Papaoa, de l'autre côté de l'île, dans le district d'Arue, à quelques kilomètres de la capitale actuelle. Lorsque la jeune Reine quittera son île pour habiter Tahiti, elle résidera d'abord autant à Papaoa — dans une



sobre maison aux murs de chaux — qu'à Papara; mais c'est alors Papara qui l'emporte. « La Reine et son monde sont encore ici à Papara, écrit Moerenhout... Je suis passé aujourd'hui du côté de la maison qu'elle occupe avec ses femmes et ses domestiques »<sup>42</sup>.

C'est le domaine royal de Tarahoi qui doit être considéré par la Reine comme le centre de ses Etats », déclare la loi des XXVII, en 1842, qui prévoyait que « la Reine demeurerait à Papara, le grand lieu de son gouvernement, endroit écarté de la demeure des étrangers, de sorte que peut-être, elle n'éprouverait là que peu de tribulations ». Et on lui conseillait de se faire construire à cet endroit « une grande et belle maison comme palais de son gouvernement »<sup>43</sup>.

Mais les décisions des juristes doivent tenir compte des impératifs de l'urbanisme. Les Français, en choisissant Papeete comme capitale administrative, ont fixé, par le même fait, le centre du gouvernement de la Reine. Et les « modestes cases en matériaux indigènes »<sup>44</sup>, qu'elle possédait à Papeete vont devenir sa résidence officielle. C'est là que Fritz-Roy l'avait visitée vers 1835. « La maison de Pomaré, grossièrement construite n'est ni anglaise, ni tahitienne, et son appartement, petit et mal meublé »<sup>45</sup> note-t-il. Dix ans plus tard, Olmsted est déjà mieux impressionné :

« C'est la plus grande maison de Papeete. Elle n'a qu'un étage avec un toit de chaume pointu et une large véranda s'étend sur toute la façade principale. Elle est située dans un enclos de verdure. Son aspect est assez joli, quoique, pour une résidence royale, elle soit plutôt humble. A la porte, trois sentinelles sont stationnées et leurs attitudes montrent qu'ils songent à leur confort personnel »<sup>46</sup>.

C'est dans un coin de la ville, à l'abri des remparts, à proximité de ce qui va devenir « le ruisseau de la Reine », qu'elle reviendra s'installer lors de son retour à Papeete, après son exil à Moorea en 1847. Elle aura là sa résidence officielle. Le pasteur Arbousset en 1863 vient lui faire sa visite d'arrivée.

« C'était le 1<sup>er</sup> août. Daniela, mon suffragant, nous accompagne et un serviteur nous introduit. La salle est très vaste et bien meublée, grâce à l'Empereur des Français, qui a fait la plus grande partie des frais de décors. Son portrait et ceux de quelques amiraux ou généraux de notre patrie ornent les parois. En face de la porte d'entrée, se trouve un beau portrait de la Reine elle-même, et à côté, ses principaux bijoux et autres objets de prix, placés sous verre. Au milieu de la salle est une table modeste que relève un riche tapis, et sur cette table, un simple chandelier à trois bougies... La Reine s'assied sur un canapé de velours rouge et nous invite à nous asseoir à ses côtés, sur des fauteuils recouverts de la même étoffe »<sup>47</sup>.

A la même époque, l'aspirant Antoine note, de la même encre :

« Dans la case qu'elle habite, elle jouit d'un certain confort qui n'est pas à dédaigner. Elle a un salon de réception où on remarque son portrait (peint par Giraud) celui de l'Empereur, ceux du maréchal St-Arnaud, de l'amiral



Bonard et de quelques autres qui, sauf ce dernier, sont parfaitement indifférents à la Reine. Sur un guéridon au milieu du salon se trouve un stéréoscope magnifique, avec toutes les vues principales de Paris, c'est un cadeau de l'Empereur »<sup>48</sup>.

Avec le temps, Pomaré prendra en grippe ce palais, malgré le joli mobilier français.

« La Reine trouvait écrasant le fardeau d'une royauté dont les embarras et les responsabilités croissaient de jour en jour. Aussi en fuyait-elle les charges le plus possible, n'habitant les maisons indigènes, provisoirement décorées du nom de Palais Royal, que quand sa présence y était absolument nécessaire » écrira sa belle-fille, la reine Marau qui ajoute : « Le reste du temps, elle résidait soit à Motu-Uta, flot en face de Papeete, soit dans une maison qu'elle possédait en ville sur le bord de la mer dans le quartier de Paofai, soit à Arue où était la demeure familiale des Pomaré. En outre, elle courait volontiers les districts et allait même jusqu'aux Iles Sous-le-Vent »<sup>49</sup>.

Un marin, passé à Tahiti en 1851, nous a laissé une description de la maison de Papaoa.

« résidence champêtre de Pomaré où elle se plaît bien autrement que dans son palais officiel, et où elle se tient presque toujours. Cette demeure royale est au milieu du hameau de Papaoa, à une lieue de Papeiti. C'est un grand ovale d'environ 25 mètres de long sur 8 ou 10 de large. En guise de mur une palissade de jolies barres de bourao bien blanches et écartées l'une de l'autre de leur épaisseur. Ainsi la case est à jour comme la maison de verre de l'ancien sage, et a sur elle cet avantage que l'air y circule librement. La toiture, recouverte de feuilles de pandanus, a deux versants à angle aigu s'arrondissant aux deux bouts suivant l'ovale. Telle est la construction universelle des cases de Taïti dont celle-ci ne diffère que par une structure plus soignée et des dimensions plus grandes. A l'intérieur le sol était couvert d'une couche de foin desséché sur lequel s'étendaient des nattes. Quelques couchettes étaient disposées çà et là, puis des malles, des vêtements suspendus, quelques banquettes de bois, et, au fond, deux réduits à hauteur d'homme, clos par des étoffes d'indienne. Sa Majesté nous fit présenter des cocos frais, et offrit à Mme Fourichon un beau poisson qu'on venait de pêcher à l'instant »<sup>50</sup>.

#### *Un palais pour Sa Majesté ?*

En 1857, la Reine, sans doute lassée d'habiter des cases plus ou moins européennes, fit connaître à ses sujets qu'elle désirait se faire construire un palais à Papeete. Aussitôt, les districts sous son obédience, commencèrent à amener à Papeete les matériaux nécessaires. Et ce furent les prestations réglementaires à l'époque, qui fournirent la première main-d'œuvre. Un arrêté de mars 1861 nomma un « architecte de la Reine », et un crédit de 36 000 F fut ouvert sur la caisse de la Reine en janvier 1862. Les plans et devis établis à cette époque fixaient la dépense totale à 100 000 F.

Les travaux se poursuivirent plutôt mal que bien, avec des arrêts dus autant à des difficultés de trésorerie qu'à la peine éprouvée par les Tahitiens pour achever une œuvre de longue haleine. Après une nouvelle



résolution votée par tous les chefs de Tahiti et de Moorea réunis chez la Reine le 10 janvier 1874, une ordonnance déclara un architecte responsable et institua une « contribution destinée à l'avènement du palais de la Reine » d'un montant de 10 F par sujet du Protectorat <sup>51</sup>...

Et, cependant, en dépit de 25 ans d'efforts d'ailleurs fort intermittents, Pomaré n'habitera jamais son palais. Mais elle le connut hors d'eau et certaines manifestations eurent son rez-de-chaussée comme cadre. Le sens décoratif des Tahitiens, leurs fleurs, leurs palmes, leurs guirlandes, suffisaient pour transformer ces murs nus en salle des fêtes et de brillantes réceptions s'y déroulèrent. C'est là, nous le verrons, qu'après son décès sera exposé le cercueil de Pomaré sur un lit de parade. Une lettre du gouverneur La Roncière nous apporte, sur la construction du palais, des considérations réalistes, jointes à des détails qui ne manquent pas de sel. Nous sommes en 1866, cinq ans seulement après la nomination d'un architecte responsable. L'enthousiasme ne règne pas dans les sphères officielles. Le gouverneur écrit à son ministre :

« Le malencontreux et informe palais qu'on a eu la malheureuse idée de forcer la Reine à bâtir n'est point encore terminé. Les gros travaux demandent encore environ 40 000 F et une somme égale sera au moins nécessaire pour l'intérieur.

« La Reine est une bonne femme, mais elle n'a pas d'ordre et se laisse piller par ses enfants. Elle a fait des emprunts dont nous avons répondu. L'année prochaine, elle sera libérée; mais pendant qu'elle payait ses premières dettes, elle en a contracté de nouvelles.

« Le jeu lui coûte cher.

« On avait demandé pour elle, à l'Assemblée Législative, une augmentation de liste civile.

« Votre Excellence verra la discussion à ce sujet. Elle a été peu gracieuse. Bref, on lui a accordé, pendant 3 ans, 0,50 centime par homme et 0,25 centime par femme pour aider à terminer son palais. Cela lui procurera environ 2 500 F par an.

« Dans l'état actuel des choses, vu le manque d'ouvriers, je ne pense pas que ce palais puisse être entièrement terminé et rendu habitable avant au moins dix ans. »

Le gouverneur était, on le voit, bon prophète. Et comme Paris a déjà expédié « de beaux meubles destinés au futur palais », il propose de les déposer dans un grenier où ils seront soignés.

« Sinon ajoute-t-il, quand le palais sera terminé on n'aura plus, pour garnir le salon que des meubles aux pieds cassés, aux moulures brisées, aux couvertures arrachées et souillées, car je vous assure que je ne connais pas de peuple plus insouciant, plus sale dans son intérieur que le Kanak » <sup>52</sup>.

L'appréciation peu favorable du gouverneur sur ceux qu'il nomme les *Kanaks* est d'ailleurs partiellement erronée. Il n'y a pas, nous le verrons, de population plus nette et plus soucieuse de sa propreté personnelle que les Tahitiens. Mais pas plus à Papeete qu'ailleurs, les meubles d'apparat ne sont destinés à l'utilisation quotidienne. Les chandelles de la



réception éteintes, il convient de les recouvrir de leurs housses et de les mener au garde-meubles, en attendant la prochaine fête... Et cela, les responsables de la cour de Pomaré, en 1866, dans leur insouciance de pauvres, ne l'avaient pas encore appris.

« Une cave à parfum, genre Boule... »

Le Tahitien est naturellement généreux. Il donne aisément tout ce qu'il possède. Du reste, à titre de revanche. Et il attend la réciprocité... un jour ou l'autre. Le don appelle le contre-don. Pomaré était très tahitienne sur ce point.

L'habitude des cadeaux avait été prise au temps des Anglais. Dans les années 20 et 30 de son siècle, les navires de la *Royal Navy* apportent toujours quelques présents à la Reine. C'est parce qu'il refuse de donner à Pomaré les cadeaux qu'il a pour elle, qu'un commandant parvint à récupérer le pirate qu'il est venu chercher et que la Reine cache : c'est donnant, donnant ! En 1843, Pritchard, revenant d'Angleterre, apporte à la souveraine, de la part de la reine Victoria, une voiture, un salon complet, des meubles. Des vêtements aussi : pour elle, des robes avec une capeline ornée de fleurs artificielles; pour son mari un uniforme de *post-captain* de la *Royal Navy*; pour le jeune prince : des vestes de velours galonnées d'or, des pantalons de satin blanc et des casquettes anglaises. Une gravure anglaise de cette époque nous montre *la Reine allant au temple de Papeete accompagnée de son époux et de ses enfants*. Les atours de la famille royale proviennent sans aucun doute des envois de la reine Victoria.

Les Français ne peuvent moins faire que de maintenir la tradition. C'est « son ami Bruat » qui, le premier, doit enregistrer et transmettre à Paris la litanie des *desiderata royaux*; ils vont de la vaisselle aux instruments de musique en passant par « les différents objets qui concourent à l'embellissement d'une maison ». Pomaré désire également « quelques belles étoffes de soie, de jolies mousselines, des étoffes imprimées... des bijoux, des costumes et de jolis habits militaires pour ses enfants », et d'ajouter, sans autre précision : « et toutes les belles choses de France ». Compliment habile, qui doit inciter les donateurs à une générosité sans borne. Bruat — il est alors préfet maritime à Toulon — en galant homme et bon diplomate est obligé de s'exécuter<sup>53</sup>.

La tenue d'Ariifaite, « Prince époux », avait également fait l'objet de nombreuses demandes. Le premier à s'en préoccuper est du reste le gouverneur Lavaud qui regrette que le prince consort apparaisse aux réunions officielles avec des épaulettes anglaises. « Cette dissidence dans son costume ne m'a pas paru convenable sous le régime d'un Protectorat ». Qu'on lui expédie donc « une paire d'épaulettes de maréchal de camp » et qu'on



y joigne un chapeau de même grade avec une épée et un ceinturon ! La mesure de la tête d'Arifaite était jointe à la lettre. En 1865, La Richerie commande pour lui un habit noir à « Dussautoy, tailleur, boulevard des Italiens à Paris ». C'est son successeur La Roncière qui, désabusé, fait le constat à l'arrivée. Le vêtement, enfermé dans une caisse, n'est pas enveloppé d'une boîte de fer blanc. Il résulte de ce manque de précaution que l'habit présente de grandes taches de moisissure et qu'il est en partie détérioré. Un malheur ne vient jamais seul : non seulement l'habit est pourri, mais, bien que « confectionné suivant les dimensions et indications fournies par M. le Capitaine de Frégate Gaultier de la Richerie et taillé par Dussautoy » Maison spéciale de livrées, fournisseur de la Maison de « l'Empereur », il ne va pas. Le commissaire impérial ironise à son propos : « Quant à l'habit noir destiné au Prince époux, après avoir craint qu'il ne fut trop étroit, je dois constater qu'il est considérablement trop large. Ce pauvre Prince ne peut le porter et nous n'avons ici aucun Dussautoy pour le recouper à la taille du destinataire ».

La Reine sait utiliser la flatterie. Une lettre du 13 janvier 1848 indique « qu'un portrait du Roi de France, à l'huile, est vivement désiré ». Mais ce n'est pas tout. Dans la foulée, la Reine se déclare également désireuse de recevoir : un fauteuil Voltaire, 4 fauteuils, 6 chaises, une commode, une table bureau, une grande glace, une pendule, deux lits de fer « avec sommiers élastiques », est-il précisé. Bonard, le gouverneur en place, proteste lui aussi :

« A mon avis, des fauteuils à 75 F, une commode à 250 F, une pendule à 600 F, sont des objets beaucoup trop chers. » L'année suivante, il transmet pourtant les désirs de la Reine : « Depuis longtemps, écrit-il le 8 octobre 1851, la Reine m'a confié que son plus grand désir serait d'avoir un mobilier de salon : un canapé, une dormeuse et quatre fauteuils en bois d'acajou, garnis de velours rouge... » Joignez-y une bague en or..., puis un habillement d'été pour un garçon de 7 ans, tel qu'on en voit aux Tuileries dans les beaux jours... Pour le mari de la Reine, une boîte à rasoirs dite « semaine ». On en trouve chez Gravet, rue St-Honoré, à des prix modestes, et en acajou. Elles renferment sept lames, un manche en ivoire et une petite glace. Faites mettre dessus une petite plaque en argent avec le nom d'Arifaite. »

La même année, Pomaré avait manifesté le désir de recevoir son propre portrait. La commande est passée le 27 janvier 1851 au peintre Giraud. Celui-ci avait visité Tahiti et rencontré la Reine quelques années auparavant. Le 29 avril, il avertit le ministre que son œuvre est terminée. Un litige s'élève au sujet du prix : l'artiste réclame 800 francs, mais le ministère ne juge pas convenable de lui accorder un tel prix alors que « les copies des portraits de Louis-Philippe sont payées 1 000 à 1 200 francs ». On transige alors à 600 francs et le tableau part pour Papeete.

Le 1<sup>er</sup> avril 1854, Ed. Honoré, « fabricant de porcelaine, demeurant 6, boulevard Poissonnière » est chargé de fournir un service de table, un service à dessert « avec bouquet au milieu » et des cristaux. Le tout



pour douze personnes, soit 226 pièces. « Ces objets seront de qualité, établis avec soin et susceptibles de faire un bon service. » L'argenterie — une caisse d'argenterie pour six personnes à 2 000 francs — avait déjà été envoyée. Lors d'une autre occasion, Pomaré demande « des étoffes, des montres en or et 5 paniers de 12 bouteilles de champagne ». Passe pour le champagne qui sera prélevé sur les stocks du commissariat de la Marine à Brest. Mais comme le prix des montres dépasse 500 francs, il faut réunir une commission de cinq membres présidée par un colonel d'artillerie. Et le ministre laissera une apostille étonnée sur la facture qui lui est soumise...

Maintes fois la Reine renouvelle ses demandes. En 1865, il s'agit de meubler le palais en construction. La commande est finalement passée à « Jeanselme Fils et Godin et Cie, Fournisseur du mobilier de la Couronne », et à la « Fabrique de meubles, sièges et ébénisterie, rue Harlay, 7 et 9, au Marais ». La facture se monte à 8 483 francs : 2 grands fauteuils de trône en acajou sculpté doré, garniture tendue en satin cramoisi, 12 chaises chiavari italiennes dorées, 6 fauteuils Louis XIV en palissandre; 2 canapés; 24 mètres de damas de passementerie de satin... L'éclairage a fait l'objet d'une commande séparée à la Maison Ch. Renauld, 50, rue des Tournelles, près de la Place Royale à Paris : 2 986 francs pour « un lustre à quarante cinq lumières, bronze mi-doré, garni de cristaux, hauteur 1 mètre 80, diamètre 1 mètre 40 ». Les commandes avaient été passées par l'intermédiaire du gouverneur de La Richerie qui donnait à l'opération un tour de propagande économique : « Ce cadeau, tout en satisfaisant beaucoup la Reine, pourrait donner dans le pays une assez bonne idée de nos ameublements de luxe ».

C'est le gouverneur de La Roncière qui voit arriver tout ce déménagement. En effet, malgré les mentions « urgent », « voie accélérée », il faut compter en mois, parfois en années, pour recevoir à Papeete les commandes de Paris ! Et, malgré des « emballages spéciaux », dans quel état arrivent-elles !

On prévoit bien « caisse et emballage, gras et maigre, pour le transport par mer », mais pour faire les caisses moins volumineuses, « les bouquets du lustre ont été démontés. Ils sont faciles à remettre en place puisqu'ils sont numérotés à l'encre et que les pièces qui doivent recevoir ces bouquets et portent les numéros correspondants, sont restées sur le lustre telles qu'elles doivent être. Il n'y a qu'à démonter les brandons qui doivent retenir les jetons des bouquets et les visser par dessus (les petits tubes mis provisoirement pour faire voir ces tiges en place sont à retirer). Les quelques guirlandes qui reliaient les bouquets ont été ouvertes, il n'y a qu'à rattacher deux cristaux ensemble par le fil qui est resté à l'un d'eux »... La simplicité même !

Pour les meubles, le marché de gré à gré avec Jeanselme est signé le 14 juillet 1865. La commande, passée le 3 août 1865, stipule que « les meubles seront emballés dans des caisses en fer-blanc enfermées dans des caisses en bois revêtues de toile ». Pour le lustre, l'affaire se complique.



Pour les miroirs qui ont fait l'objet d'une troisième commande — 2 glaces ovales à biseau de 75 sur 37, modèle diamant — M.-E. Raucourt, toujours au Marais, 13, rue Culture-Sainte-Catherine, assure que les plus grands soins seront pris par sa maison. Le genre d'emballage habituellement employé pour ces sortes d'expéditions consiste à recouvrir d'une toile grasse la caisse qui contient les glaces et à la renfermer ensuite dans une contre-caisse garnie de paille à l'intérieur; ces précautions éloignent l'humidité et garantissent la glace contre les chocs extérieurs.

Les désirs de Pomaré, son salon, ses glaces, son lustre : — 13 caisses, avec un avis d'expédition dressé par le grand magasin général de Bordeaux, ainsi que les factures établies par l'*Agent comptable des approvisionnements coloniaux à Paris* — sont sur les quais de Bordeaux à la fin de l'année 1865. On embarque cette cargaison sur la *Jeanne*, armateur Menier, capitaine Tortois et sur le trois-mâts *Néréide*, capitaine Grenier, qui quitte Bordeaux en février 1866.

Le fret est de 40 francs par tonneau; il est payable la première moitié à Bordeaux et le solde à destination. Il y a en outre, par tonne, 1,50 F pour le camionnage et 0,85 F pour le gabarage. On remarque également sur l'ensemble de la facture une taxe de 3 % payable par le fabricant, et destinée à la caisse des invalides de la marine !

Le 12 juillet 1866, le commandant commissaire impérial à Tahiti informait le ministre de la réception par le *Néréide*, de meubles de salon destinés au Palais neuf de la Reine.

La commission ordinaire des recettes réunie au palais de la Reine avait réceptionné l'envoi. Elle procède d'abord à l'examen de l'état extérieur des colis; elle constate que quelques uns ont été légèrement mouillés et que l'emballage en toile de trois d'entre eux est entièrement enlevé; par suite, les numéros de ces colis ne peuvent être reconnus. Elle estime que cet accident ne doit être attribué qu'à l'humidité de la cale du navire; les toiles goudronnées enveloppant d'ailleurs ces caisses sont en parfait état. Les meubles n'ont pas souffert de l'humidité car une enveloppe en fer blanc les protégeait. « Deux des fauteuils offrent seulement une légère détérioration. La soie qui recouvre le dossier est un peu tachée. »

Que va faire la Reine, se demande le gouverneur de La Roncière, de tout ce mobilier ? Et tout d'abord du lustre ?

« C'est avec raison, écrit-il au Ministre, que les dimensions du lustre m'effrayaient... Non compris la tige, il mesure 1,80 mètre de hauteur, celle du plafond 3,70 mètres. » Il reste donc 1,90 mètre ce qui est peu : il est exclu que le prince Ariifaité passe dessous ! La solution n'est-elle pas de le rembarquer pour la France ? « J'ai lieu de penser, poursuit le Gouverneur, qu'en considération des commandes nombreuses faites, le fournisseur consentira à reprendre ce meuble et à en donner un autre moins grand et moins cher. Je n'hésite donc pas à renvoyer en France par la première frégate la caisse contenant ce lustre. »

Mais Pomaré ne l'entend pas de cette oreille et le lustre sera finalement accroché au plafond de la case royale, non sans risquer de le faire s'effondrer.



Le 8 juin 1866, La Roncière écrit à nouveau au Ministre au sujet du mobilier dont on annonce l'arrivée :

« Il ne me sera pas difficile de prouver que, d'une part cette dépense est au moins inopportune, et de l'autre que les personnes auxquelles ces meubles sont destinés sont loin d'être à la hauteur d'une pareille somptuosité... Que deviendront tous ces beaux meubles ? Faudra-t-il les laisser répartir dans les chambres habitées par les membres de la famille et les domestiques ? On verrait alors des princes du sang, souvent ivres, se vautrer avec de mauvaises filles, les pieds nus et sales, sur ces superbes brocarts cramoisis de Lyon. Permettez-moi de le répéter, Monsieur le Ministre, ces gens-là ne sont pas dignes d'une semblable somptuosité, qu'ils ne comprennent pas et qui les portera même à se moquer de nous. »

Et qui va payer ces cadeaux ? Nous voyons les demandes de cadeaux pour la Reine figurer au budget local. Ainsi découvrons-nous, dans le budget de 1864 : 12 000 francs portés au titre de « Fonds dépensés sur ordres directs du Commissaire Impérial, soit pour cadeaux, soit pour autre motif du service indien ». Il y a d'ailleurs de bonnes et de mauvaises années. Ainsi, en 1847, les crédits sont rognés : la Reine n'aura droit qu'« à quelques coupons de soirées, avec une cave à liqueur en marquetterie et une cave à odeurs, genre Boule, avec des flacons de cristal ». Ariifaite, son époux, devra se contenter d'un fusil de chasse...